

### Introduction

L'heure est venue de fermer les camps de détention dans le nord-est de la Syrie. Nous appelons la communauté internationale à réorienter les financements actuellement destinés au maintien des camps de détention vers le nord-est de la Syrie (NES) vers un investissement visant à les vider. GCERF estime qu'un tel investissement rendra le monde plus sûr, mais permettra également d'économiser des milliards de dollars en aide humanitaire et en soutien militaire dans les années à venir. Malgré d'importants efforts déployés à l'échelle mondiale, y compris ceux soutenus par GCERF, la fermeture des camps de détention dans le NES reste extrêmement difficile et urgente. Ces camps accueillent plus de 35 000 résidents (principalement des femmes et des enfants). Les événements récents (la fin du régime d'Assad, la pause et l'annulation de la programmation de l'USAID) soulignent l'importance d'accélérer l'évacuation des camps détenant des Syriens, des Irakiens et des ressortissants de pays tiers (RPT), afin d'éviter une résurgence de l'EI et d'autres menaces sécuritaires.

Un élément central de la nouvelle stratégie quadriennale de GCERF consiste à établir un **Mécanisme mondial de réhabilitation et de réintégration (GRRM)** pour soutenir les efforts de sécurité et de stabilisation aux niveaux mondial et local, en réduisant le nombre de personnes présentes dans les camps du NES au strict minimum. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur notre positionnement tout au long du cycle de retour, en élargissant notre périmètre d'intervention déjà important en Irak et en Syrie (notamment en étendant le soutien pré-départ du camp de Roj au camp de détention d'Al Hol), ainsi qu'en amplifiant et en mobilisant le soutien de notre partenariat unique entre parties prenantes/multipartites afin de fermer les camps. Le Mécanisme mondial est un fonds d'investissement réservé qui s'appuie sur une approche à trois piliers pour vider les camps, **en assurant un soutien complet (Irakiens, Syriens et RPT) avec des services holistiques de R&R et de gestion de cas.**

### Établir un cercle vertueux

Avec cette proposition, GCERF vise à créer un "cercle vertueux" : en commençant par la formation avant le départ dans les camps, en passant par la réhabilitation et la réintégration durables ; et en communiquant les réussites dans les camps, encourageant d'autres à revenir.

À son tour, le partage des pratiques efficaces tout au long du cycle a pour but d'encourager davantage de pays à faire revenir leurs ressortissants.



## Pilier I – Rapatriés irakiens

Les partenaires de GCERF ont soutenu la santé mentale et le soutien psychosocial (MHPSS) ainsi que les références à **1,732 rapatriés irakiens depuis mai 2024** dans le cadre d'une subvention financée en partie par l'USAID. Sur la base d'une récente évaluation en personne, le soutien MHPSS à travers **9 centres de gestion de cas** pour la prise en charge et les services (dans les gouvernorats d'Anbar, de Ninewa et de Salahaddin) est vital car de nombreux rapatriés, après avoir quitté le centre d'accueil d'Al-Jadaa, restent radicalisés. Cependant, l'orientation vers les moyens d'existence, le soutien juridique et l'aide au logement est difficile car plusieurs partenaires tels que l'OIM, TdH, l'IRC et le PNUD, qui dépendent des fonds de l'USAID, ont interrompu la prestation de services. En outre, selon l'évaluation initiale de GCERF, les services d'orientation étaient moins disponibles dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Mais même dans les zones urbaines, le système d'orientation était souvent incapable de répondre à la demande de services des populations rapatriées, d'autant plus que le nombre de rapatriés d'Al-Hol a augmenté au cours des trois derniers mois (4,800 personnes). **L'objectif du gouvernement irakien est de rapatrier tous les citoyens irakiens restants (12,200) d'ici la fin de l'année 2025.**

Après 10 mois de mise en œuvre, GCERF a appris qu'un programme intégré, qui comprend la santé mentale, le soutien juridique, les moyens d'existence et les abris, est nécessaire et bien plus efficace, efficient et impactant que les seuls services d'orientation. Le logiciel de gestion de cas, qui a été développé, est actuellement géré par les partenaires de la société civile de GCERF. L'OIM a également développé un système de gestion des dossiers utilisé pour les rapatriés à Mossoul. L'objectif est de synchroniser **tous les systèmes de gestion des dossiers existants et de les remettre au gouvernement irakien à des fins de durabilité.** GCERF investit actuellement dans **la formation de 200 membres du personnel du Ministère des migrations et des déplacements.**

Les partenaires de GCERF ont produit plus de 20 histoires comprenant les témoignages de rapatriés irakiens sur leur réintégration réussie du camp d'Al Hal. La Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve – les forces de la coalition, fournit un soutien au rapatriement et, sous la direction du Général de Brigade Celso, diffuse ces mêmes récits pour encourager les gens à quitter les camps et à se présenter pour un rapatriement volontaire.



### Résultats escomptés

9,000 rapatriés irakiens des camps du nord-est de la Syrie bénéficieront d'une prise en charge globale, y compris d'une aide à la réhabilitation et à la réintégration dans les provinces d'Anbar, de Ninive et de Salahaddin entre 2025 et 2028.

Un co-investissement supplémentaire est réalisé avec le gouvernement irakien pour soutenir la documentation légale et obtenir les cartes d'identité pour les enfants et les jeunes qui leur permettront d'aller à l'école et d'accéder à divers services gouvernementaux tels que les soins de santé.

## Pilier II - Ressortissants de pays tiers dans les camps NES

Grâce à l'engagement d'un partenaire de la société civile syrienne, GCERF a travaillé avec des RPT de pays partenaires dont les gouvernements (Albanie, Indonésie, Kosovo, Macédoine du Nord, Philippines, en discussion avec les pays d'Asie centrale) ont autorisé GCERF à les engager dans le camp d'Al Roj. Par l'intermédiaire d'un centre d'hébergement, **300 enfants et femmes étrangers ont jusqu'à présent bénéficié de compétences prosociales, de sports, de gestion de la colère, de techniques de communication non violente et de compétences professionnelles en boulangerie, coiffure, couture, etc., ainsi que d'activités récréatives.**

Le programme de pré-départ de GCERF vise à gérer les attentes des rapatriés potentiels, à contrer les rumeurs, à réduire la vulnérabilité et à préparer les femmes et les enfants au retour dans leur pays d'origine ou de nationalité. L'engagement se fait par l'intermédiaire d'un partenaire de la société civile syrienne qui a établi une relation de confiance avec les autorités et les résidents du camp. Le premier groupe de participants sera bientôt rapatrié dans son pays d'origine, ce qui permettra de prouver la nécessité et l'efficacité du soutien avant le départ.

Dans le cadre du GRRM, GCERF vise à étendre son soutien à d'autres RPT résidant dans le camp d'Al Hol. Il fera **un investissement initial de 500,000 USD par l'intermédiaire d'un partenaire local de la société civile syrienne pour créer un centre similaire de soutien avant le départ en s'appuyant sur les installations et les services existants à Al Hol d'ici juin 2025.** GCERF travaillera en étroite collaboration avec des partenaires internationaux tels que Blumont, Save the Children et d'autres présents dans le camp.

Les exemples de réussite en matière de réintégration des ressortissants de pays tiers de retour dans les pays des Balkans occidentaux et d'Asie centrale seront communiqués pour encourager les gouvernements à reprendre leurs ressortissants. De même, ces histoires seront diffusées aux rapatriés potentiels qui se trouvent encore dans les camps de la NES afin de les encourager à se présenter pour un retour volontaire.



### Résultats escomptés

2,000 RPT du nord-est de la Syrie bénéficient d'un soutien pour leur permettre de retourner dans leur pays d'origine, de s'y réadapter et de s'y réintégrer.

GCERF s'engagera également de manière proactive auprès d'autres gouvernements de RPT pour soutenir et plaider en faveur du rapatriement de leurs ressortissants.

## Pilier III – Ressortissants syriens en Syrie

Le point d'entrée proposé par GCERF pour la Syrie est de s'appuyer sur notre programme existant qui fournit un soutien avant le départ aux ressortissants de pays tiers. L'engagement avec les familles perçues comme affiliées (ex-Daech ou familles de combattants de Daech) constitue un enjeu important pour les autorités de transition, car il touche directement à la sécurité et aux perceptions.

**Selon les derniers chiffres, 15,600 Syriens sont toujours détenus dans le camp d'Al Hol.** Selon la déclaration officielle du 23 janvier 2025 de l'Autorité des affaires sociales et du travail de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie, l'ouverture de la voie au retour volontaire des citoyens syriens résidant dans le camp d'Al-Hol vers leurs zones résidentielles a été annoncée.

Les autorités ont appelé à un soutien immédiat et spécifique à ces personnes. Ces personnes ont des besoins spécifiques et sont parmi les plus vulnérables au recrutement par des groupes terroristes. Leur fournir un soutien social et économique renforcera la prévention de la radicalisation et du recrutement, et contribuera à la sécurité des communautés, un élément clé pour les efforts de reconstruction et de stabilisation.

GCERF s'engagera également auprès des communautés dans lesquelles les personnes quittant les camps sont réinstallées, afin de soutenir la création d'un environnement favorable. Ce travail pourra être mené en coordination avec les autorités locales et de transition. L'approche habituelle pour devenir un pays partenaire de GCERF sera suivie.

### Résultats escomptés

9 000 personnes déplacées internes syriennes de retour des camps du nord-est de la Syrie bénéficieront d'un soutien avant leur départ, d'une réhabilitation et d'une réintégration à Deir al-Zor, Raqqa, Alep et dans tout autre lieu pertinent entre 2025 et 2028.

### Objectifs

1. Faciliter la fermeture des camps dans le NES en soutenant le rapatriement et l'aide au R&R pour les résidents et en démontrant le succès à la communauté mondiale.
2. Veiller à ce que la gestion des dossiers soit prise en charge par les autorités gouvernementales nationales.

### Résultats

- a. 18 000 Irakiens et Syriens et 2 000 ressortissants de pays tiers bénéficient de services de R&R dans le cadre d'une gestion de cas et d'une approche communautaire entre 2025 et 2028.
- b. Les autorités gouvernementales sont propriétaires du système de gestion des dossiers

### Budget

Pilier	Coût en USD
Pilier 1 (Irakiens)	4,000,000
Pilier 2 (RPT)	2,000,000
Pilier 3 (Syriens)	6,000,000